



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

• Les nouvelles formes d'action publique territoriale au service d'une fabrique de territoire davantage basée sur les biens communs

Mme Anne DESGREE

EPICES Consultante

Parc d'Activités d'apigné 1 rue des cormiers BP 95101 35651 LE RHEU FRANCE

anne.desgree@epices-net.fr

Mr Laurent BARBUT

EPICES Directeur

46 rue bichat 75010 PARIS FRANCE

laurent.barbut@epices-net.fr

Référence à la session / reference to the session

S13 - Biens communs et développement territorial

Résumé / Summary

La communication proposée s'appuie sur nos activités :

- de conseil en matière d'accompagnement et d'évaluation d'action publique territoriale ;
- de réseau et partenariats qui nous mettent en situation d'observation de nombreuses démarches et actions dans les collectivités sur ce même champ.

Nous observons et analysons ainsi, au travers de nos activités et travaux, un certain nombre d'évolutions profondes parmi lesquelles :

- L'évolution du marché du conseil sur la politique territoriale ;
- De nouvelles formes de projets et d'actions dans les collectivités (les métropoles, les villes, les PETR, etc.) et chez les acteurs publics (ex. DREAL, agences, etc.) ;
- « L'institutionnalisation » du recours à la société civile.

Notre hypothèse est que ces manières de construire et d'envisager le développement des territoires (1) plus inclusives de la société civile, des citoyens et des utilisateurs, (2) sur des sujets qui interrogent les transitions, les coopérations, les mobilités, les solidarités, etc. et/ou (3) plus partagées entre les acteurs publics et privés, sont contributrices de la fabrique de biens communs territoriaux, en permettant de les incarner, de les révéler ou encore de les rendre plus visibles.

Nos constats et hypothèse croisent assez fortement avec un certain nombre d'écrits sur le sujet des biens communs ou le sujet croisé biens communs/territoires :

- Dans un récent ouvrage collectif « le retour des communs, la crise de l'idéologie propriétaire », les auteur(e)s ouvraient sur des perspectives pour assurer le développement et l'extension des communs. Nous en avons retenu quatre importantes : 1) rendre plus visibles les communs en contribuant à la connaissance des concepts de l'action collective et comprendre les fonctionnalités des communs, 2) s'appuyer sur l'action territoriale, foisonnante d'enseignements sur des nouveaux modes collectifs, 3) donner toute sa place à la société civile, car la société des communs nécessite la transition simultanée des formes sociales de la société civile, du marché et de l'Etat et 4) transformer le « défaut » d'exclusivité en caractère positif d'inclusivité, en travaillant à son incarnation .
- Lors de la démarche « Prospective Territoires 2040, aménager le changement » en 2010, la DATAR définissait le bien commun comme une façon pragmatique d'envisager les choix collectifs au-delà de la notion abstraite de l'intérêt général et écrivait « Construire les territoires de 2040 oblige à poser dès aujourd'hui la question des biens communs qu'il est nécessaire de cultiver pour assurer notre développement et garantir des conditions d'existence dans la durée ».
- En introduction à la 35ème rencontre nationale des agences d'urbanisme, il était écrit en problématique : « Les communs se réinventent aujourd'hui là où on ne les attendait pas : gouvernance décentralisée de l'énergie, mobilités alternatives, tiers-lieux, écosystèmes d'innovations... autant d'émergences de nouvelles pratiques... Ce mouvement suscite des gouvernances inédites... « le capital territorial y trouve toute sa place ».
- Dans les actes de cette même rencontre, on peut lire en titre majeur « Développer le capital immatériel est par excellence le commun d'un territoire » et en développement : « ...caractéristique du territoire, il est partie inhérente de sa culture. Il est le fruit de longs apprentissages de construction des relations, de dépassements des antagonismes, d'habitudes de coopération... ce capital immatériel est un facteur déterminant de la résilience des territoires. »

Dans notre communication, nous chercherons à illustrer notre hypothèse au travers de la description et analyse d'un certain nombre de nos travaux et observations, de manière à s'inscrire dans les questions posées en introduction et thématique de l'atelier:

- Mobilisation de la notion de bien commun dans la fabrique du territoire : Quelle production par rapport à un cadre, avec un objectif, une référence, une norme ? Quelle clarification des notions clés et/ou rattachement au bien commun territorial ? Quelles valeurs rattachées ou véhiculées ?
- Mobilisation des acteurs : Ex. la société civile - Quelle représentativité ? Quelles modalités pratiques ? Quelle incarnation ? Quelle animation de ces questions, par qui (captation ?) ? Ex. mobiliser les habitants/ les citoyens/ la population – Qu'est ce que ça veut dire ? Capacités à le faire réellement ? Quels risques d'exclusion ?
- Questionnement du développement territorial : Quelle capacité à évaluer les impacts des sujets du « bien commun territorial » (qualité de vie, bien être, etc.) ? Quelles spécificités des méthodes et des approches ?

Cinq mots-clés : Action territoriale, démarche collective, biens communs territoriaux, gouvernance, évaluation

Bibliographie / Bibliography

- Le retour des communs – La crise de l'idéologie propriétaire. Ouvrage d'auteurs écrit sous la direction de Benjamin CORIAT. Les Liens qui Libèrent – 2015 – 300 pages
- Le bien commun territorial, un capital à préserver et à partager. AUCAME (Agence d'Urbanisme de Caen Métropole), qu'en savons-nous, N°67, novembre 2014
- Territoires 2040, aménager le changement. DATAR, automne 2010
- A la recherche du bien commun territorial. 35ème rencontre nationale des agences d'urbanisme, 17-18 novembre 2014, Paris
- Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles. Elinor Ostrom. Editions De Boeck.